



Fiscalité des produits phytosanitaires: Le Collectif « Sauvons les Fruits et Légumes de France » juge que Stéphane Le Foll impose une double peine

le 10 Octobre 2012 à 14:10

Suites aux annonces faites à l'issue du Comité National d'Orientation et de Suivi du plan Ecophyto, le Collectif « Sauvons les fruits et légumes de France » dénonce la volonté de Stéphane Le Foll de créer une fiscalité punitive sur la production de fruits et légumes en surtaxant l'utilisation des produits phytosanitaires. Pour le secteur des fruits et légumes, une telle idée est complètement déconnectée des réalités du terrain.

Pour le Collectif « Sauvons les fruits et Légumes de France », la fiscalité des produits phytosanitaires est une véritable double peine que souhaite imposer Stéphane Le Foll aux producteurs. Les années difficiles, celles où le climat favorisera la présence de ravageurs, seront aussi celles où les producteurs devront dépenser encore plus pour protéger leurs cultures. C'est donc un véritable paradoxe : payer plus alors que les revenus de ces années seront fortement diminués par une moindre production. « La décision du Ministre laisse à penser que les agriculteurs utiliseraient des produits phytosanitaires pour le simple plaisir !. C'est oublier les démarches de progrès initiées depuis de très nombreuses années par l'ensemble des filières » s'insurge le Collectif.

Par ailleurs, pour le Collectif, le Ministre persiste dans l'erreur initiale du programme Ecophyto concernant l'utilisation des produits phytosanitaires. Concernant le secteur des fruits et légumes, le raisonnement simpliste basé sur une réduction de la quantité de produits phytosanitaires utilisés n'est en effet pas satisfaisant. Seuls les indicateurs de diminution du risque sont justifiés aux yeux du Collectif.

Le Collectif « Sauvons les Fruits et Légumes de France » rappelle que les producteurs Français sont plongés dans de nombreuses impasses techniques en raison du retrait de molécules. S'ajoutent des distorsions de concurrence liées au coût de la main d'œuvre et des réglementations sur l'utilisation des produits phytosanitaires différentes d'un pays à l'autre. Ils doivent maintenant subir une taxe punitive. Nos concurrents européens ont plus de facilités à produire et sont soutenus par leurs gouvernements respectifs. Le Collectif Sauvons les fruits et légumes de France rappelle que les producteurs utilisent, chaque fois qu'ils le peuvent, les solutions alternatives complémentaires. "Bien évidemment, celles-ci doivent être efficaces, respectueuses de l'environnement et homologuées ! La priorité est de renforcer la recherche de telles solutions. Toutes les expérimentations montrent que c'est la combinaison entre les différents moyens de lutte qui est pertinente, tant pour l'environnement que pour la survie économique du secteur".